

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Crise catalane (UE) > **Catalogne / Etat espagnol : « Achevez-les ! » - L'évolution autoritaire du (...)**

Catalogne / Etat espagnol : « Achevez-les ! » - L'évolution autoritaire du régime monarchique de 1978

lundi 2 avril 2018, par [CAUSSA Martí](#) (Date de rédaction antérieure : 1er avril 2018).

« Achevez-les ! », voilà la devise qui résume la politique de l'Etat espagnol à l'égard de la Catalogne au cours des six derniers mois et qui est considérée comme allant de soi par une part importante de l'opinion publique espagnole, qu'elle soit active ou passive.

L'objectif immédiat de cette politique est de réduire l'indépendance à une fraction minoritaire de la population catalane en recourant à des mesures d'exception temporaires. L'objectif fondamental est de consolider l'évolution autoritaire du régime monarchique de 1978, pour lequel il s'agit de convaincre la population que - après la fin de l'ETA (basque) - sont apparus de nouveaux et dangereux ennemis intérieurs, contre lesquels nous devons nous défendre en restreignant la démocratie.

Deux conditions sont nécessaires pour que cet objectif fondamental soit atteint :

1° convaincre la majorité de l'opinion publique qu'il existe un collectif (un groupe) qui "n'est pas des nôtres", le décrire de manière à le faire passer pour un ennemi et discréditer ceux qui ne sont pas d'accord avec ce récit ;

2° justifier les mesures exceptionnelles en disant qu'elles seront limitées à un territoire et à une période de temps donnée, mais promouvoir une législation et une manière de l'appliquer qui peut être généralisée dans tout l'Etat et sans limites dans le futur.

La première de ces conditions est fondamentale : sans créer l'image de l'autre, de quelqu'un de différent et potentiellement dangereux, on ne peut pas développer le « Achevez-les ». Cet objectif a été atteint en partie, même si ce n'est que provisoirement.

Le geste qui a rendu officielle l'existence de ce groupe différent et dangereux a été le discours du roi (Felipe VI), en date du 3 octobre 2017, qui a béni l'action de la police contre ceux qui ont participé au référendum du 1^{er} octobre et a donné son accord pour la répression ultérieure qui était déjà préparée. Malheureusement, la majorité de la population espagnole a accepté comme normal l'état d'urgence imposé en Catalogne.

Le caractère provisoire de l'acceptation de cette image de l'autre vient du fait qu'elle est radicalement contradictoire avec les événements qui se sont réellement produits. Et cela bien qu'elle ait été répétée mille fois par le gouvernement, par les partis qui ont voté pour l'article 155, par les principaux médias espagnols et par les hauts niveaux de l'appareil judiciaire. Cette image construite comporte de sérieux risques de rupture dans une société où les possibilités de communication sont si nombreuses.

Il est difficile de croire que le 20 septembre [intervention de la Guardia Civil pour faire obstacle à la tenue du référendum du 1^{er} octobre], il y a eu un soulèvement tumultueux devant le département du Trésor, si l'on n'a que l'image de trois voitures cabossées de la Guardia Civil. Ou encore croire que Jordi Cuixart [président d'Òmnium Cultural] et Jordi Sánchez [président de l'Assemblée nationale catalane] ont stimulé la violence ce jour où les vidéos les montrent appelant au calme et à l'action pacifique. On peut certainement dire que le 1^{er} octobre était une désobéissance à la Cour constitutionnelle, mais il faut ajouter qu'il s'agissait d'un acte massif de démocratie, de défense du droit de vote, en syntonie avec la volonté majoritaire des Catalans et en obéissance à la majorité absolue du Parlement ; et tout cela malgré les menaces précédentes et la répression brutale de la police et de la Guardia Civil envoyées expressément de l'extérieur de la Catalogne avec le slogan « Achevez-les ! ».

Le 27 octobre, il n'y a pas eu de coup d'Etat, mais un vote à la majorité absolue du Parlement en faveur de la République catalane, mais sans aucune action pour la rendre effective à court ou moyen terme (bien que certains d'entre nous le regrettent). En outre, ce jour-là, les actions concrètes de l'Etat sont arrivées : vote de l'article 155, suspension de l'autonomie catalane, appel à des élections pour le 21 décembre et emprisonnement ou exil des principaux leaders indépendantistes. Toutefois, ces derniers n'ont pas appelé à une action violente, mais ont demandé de démontrer pacifiquement, lors des élections, quels étaient les souhaits de la majorité du pays.

Les indépendantistes ont de nouveau remporté les élections, mais l'Etat, par l'intermédiaire du juge Pablo Llarena, n'a pas respecté le résultat des élections et a décidé d'empêcher Carles Puigdemont, Jordi Sánchez et Jordi P. Turull d'être élus président de la Generalitat, alors qu'ils avaient la légitimité de l'être. La portée antidémocratique des décisions du juge Llarena est expliquée par le professeur Javier Pérez Royo : « Une fois le Parlement constitué après les élections, il faut en nommer le président. S'il n'y a pas d'investiture, c'est comme si les élections n'avaient pas eu lieu. L'acte électoral, dans lequel les citoyens sont les seuls protagonistes, doit être complété par l'acte d'investiture dans lequel les députés élus sont les seuls protagonistes. Ils sont tous les deux le côté de la même pièce de monnaie. Empêcher le second, c'est annuler le premier. C'est pourquoi la démocratie parlementaire ne permet à personne de l'extérieur du Parlement de s'ingérer dans le processus d'investiture [du président]. » A l'appui du fait qu'un prévenu puisse être candidat à la présidence, il y avait aussi en arrière-plan l'exemple de Juan Carlos Yoldi, membre de l'ETA, qui, en 1987, a été autorisé à se présenter à cette fonction.

Enfin, le juge P. Llarena a décidé de poursuivre les dirigeants indépendantistes pour rébellion et a émis des mandats d'arrêt et des demandes d'extradition pour C. Puigdemont et d'autres exilés. De cette manière a été officialisée l'internationalisation du conflit. Cela a mis en demeure les citoyens et citoyennes européens, et pas seulement les Etats, à accepter ou à nier l'existence d'un soulèvement public et violent en Catalogne, puisque c'est ce qu'est la rébellion.

Vont-ils appuyer Rajoy et Llarena, comme ils l'ont fait pour Blair et Aznar avec les armes de destruction massive de l'Irak ? Ou bien ils les renieront par une simple question : comment est-il possible que, dans un processus qui a été diffusé par les médias du monde entier, personne n'ait remarqué qu'il s'agissait d'un soulèvement public et violent ?

Si le récit de l'Etat est accepté, les mesures d'exception qui sont appliquées en Catalogne se poursuivront au fil du temps et seront étendues à d'autres groupes et à d'autres territoires. Le gouvernement a déjà menacé de continuer à appliquer l'article 155 en Catalogne si un président et un gouvernement ne sont pas nommés comme il l'entend. Et les membres du PP (Parti populaire) ont déjà menacé d'étendre l'article 155 à des communautés comme la Navarre, le Pays Basque et Castille-La Manche. Au-delà de ces exemples, il faut se rappeler que la généralisation et l'extension des mesures d'exception relève de la tonalité adoptée par gouvernement. Prenons la « loi du

bâillon » [« Ley Mordaza », présentée en 2013 et adoptée en 2015 qui frappe des droits fondamentaux et inaugure un registre des infractions qui n’existait qu’après une sentence], qui s’applique aux chanteurs, marionnettistes et rappeurs pour l’utilisation de leur liberté d’expression légitime. Ou les lois antiterroristes, qui sont justifiées pour combattre l’ETA, et qui sont actuellement utilisées, après des années de cessation d’activité armée, pour demander 375 ans d’emprisonnement pour des jeunes d’Altsasu [Navarre] pour une bagarre dans un bar [avec deux membres de la Guardia Civil, qui étaient hors service].

Pour que ne triomphe pas l’objectif de consolider l’évolution autoritaire du régime monarchique de 1978, il faut quelque chose de plus que la résistance du peuple catalan : est nécessaire une solidarité contre la répression et pour la démocratie de secteurs importants des peuples de l’Etat espagnol et des pays européens (ou, au moins, de ceux qui sont touchés par la demande d’extradition). Il ne s’agit pas de soutenir l’indépendance, mais de lutter pour la démocratie.

A l’heure actuelle, la solidarité de grands secteurs est encore faible. Mais il en a déjà de magnifiques exemples, comme ceux que nous avons inclus dans un encadré « Solidarité avec la Catalogne » sur le site de *Viento Sur*. Et il y a aussi beaucoup de gens qui luttent déjà contre le récit diffusé par l’Etat et se mobilisent, aussi bien Espagne qu’en Europe, contre la répression et les attaques contre la démocratie en Catalogne. La croissance d’un sentiment de fraternité entre nous tous qui luttons contre l’autoritarisme et pour la démocratie est une nécessité. Devenir une majorité est ce qui peut nous sauver.

Sinon, si le discours du « Achevez-les ! » est un succès, alors un pas vers la barbarie sera fait, parce que, alors, tout peut être justifié contre l’autre. Et nous avons déjà des exemples dans notre histoire. Avec Baldomero Espartero [qui en 1842 a fait bombarder Barcelone] et son célèbre « Barcelone doit être bombardée tous les 50 ans » (en mars 1938, les bombardements sur Barcelone ont lieu, selon Mussolini, « pour affaiblir le moral des Rouges »), à Manuel Fraga Iribarne [un notable du franquisme qui continua sa carrière sous le sigle du PP et est un des « pères » de la Constitution de 1978] avec « la Catalogne est une terre conquise ».

Dans l’histoire de Franz Kafka, *La Métamorphose*, le protagoniste est devenu un « monstrueux insecte », mais la famille sait que c’est son Gregor Samsa. Cependant, face à l’inconfort, il arrive un moment où sa sœur (Grete) dit à son père : « Il suffit de se défaire de l’idée que c’est Gregor. » Une fois assumée, toute la famille se sent soulagée lorsque l’insecte meurt et que la gouvernante se débarrasse du corps : tout est finalement réglé. Ils se promènent et réfléchissent à la façon dont leur avenir s’améliorera. Kafka est décédé en 1924, neuf ans avant l’arrivée au pouvoir d’Hitler, mais son récit mettait en garde contre les symptômes qui l’annonçaient.

Martí Caussa

P.-S.

* Article publié le 1^{er} avril 2018 sur le site de *Viento Sur* ; traduction A l’Encontre mise en ligne le même jour :
<http://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-catalogne-achevez-les-un-cri-contre-les-autres.html>

* Martí Caussa est membre de la rédaction de *Viento Sur*.